



Conseil général



CONVENTION de TRANSFERT de MAÎTRISE D'OUVRAGE

**pour la réalisation de la Rocade sud-est de Bourg-en-Bresse
entre la RD n° 979 et la RD n° 1075**

Entre :

Le **Département de l'Ain**, représenté par le Président du Conseil général de l'Ain agissant en application de la délibération de la Commission Permanente en date du **- 2 DEC. 2013**

et désigné ci-après par le « **Département** »

la **Communauté d'Agglomération « Bourg-en-Bresse Agglomération »**, représentée par son Président, agissant en vertu d'une délibération en date du **15 JUIN 2013**

et désignée ci-après par « **B.B.A.** »

Préambule

La construction successive des différents tronçons de la rocade périurbaine de Bourg-en-Bresse s'inscrit dans le cadre du Dossier de Voirie d'Agglomération (DVA) validé par la délibération de l'Assemblée départementale du 2 juin 2003 et du conseil communautaire de B.B.A du 21 mai 2003.

Le bouclage initial de l'opération a conduit le Département et B.B.A., à se répartir la maîtrise d'ouvrage par tronçon. Ainsi, B.B.A. a approuvé le principe d'exercice de la maîtrise d'ouvrage de la rocade sud-est entre la RD 979 et la RD 1075, par délibération du Conseil communautaire du 21 mai 2003.

Etant donné la vocation de la rocade sud-est à intégrer le réseau routier du Département qui assurera une part prépondérante de son financement, B.B.A. et le Département ont souhaité, pour les raisons évoquées ci-devant et conformément à l'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique modifiée par l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004, concentrer l'exercice de la maîtrise d'ouvrage des travaux en question entre les mains du destinataire final de l'ouvrage.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er - Objet de la convention

En application de l'article 2 - II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, la présente convention a pour objet de fixer :

- les modalités du transfert, par B.B.A. au Département, de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la rocade sud-est de Bourg-en-Bresse entre la RD979 (Alagnier) et la RD1075 (Coupes Blanches) ;
- les conditions administratives, techniques et financières de la réalisation, de l'entretien et de l'exploitation de la rocade sud-est et ses annexes (pistes cyclables, espaces verts), ainsi que des voies rétablies, entre le Département et B.B.A..

ARTICLE 2 - Maîtrise d'ouvrage

B.B.A., bénéficiaire de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2008 relatif à la déclaration d'utilité publique de la rocade sud-est de Bourg-en-Bresse prorogée pour une durée de 5 ans à compter du 25 mars 2013 (arrêté préfectoral du 18 décembre 2012) et des autorisations subséquentes, et le Département sont les co-maîtres de l'ouvrage.

Dès lors, dans un souci d'efficacité et de simplification, B.B.A. transfère au Département l'exercice de ses attributions de maître d'ouvrage sur l'opération en cause. Toutefois, ne sont pas comprises dans le présent transfert de maîtrise d'ouvrage les opérations liées à la maîtrise foncière du projet, et notamment les expropriations conduites en application de la déclaration d'utilité publique.

Dans ces conditions, B.B.A. conserve la maîtrise d'ouvrage des études jusqu'à la production du projet validé par les deux parties et procède aux acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de l'infrastructure routière, y compris les surfaces compensatoires de boisement qui seront éventuellement prescrites au titre de l'autorisation de défrichement.

De son côté, le Département assure la maîtrise d'ouvrage jusqu'à la réception et la mise en service de l'aménagement, dans le respect des arrêtés préfectoraux consécutifs à la déclaration d'utilité publique et à l'autorisation délivrée au titre de l'article L. 214.1 et suivants du code de l'environnement. Le projet une fois validé, le Département pourra engager toute étude (ou sondage) nécessaire à la réalisation de sa mission, même si celle-ci devait être concomitante aux acquisitions foncières menées par B.B.A..

ARTICLE 3 - Programme

Le programme de l'opération est joint en annexe 1 à la présente convention.

Le Département réalisera l'ensemble des travaux liés à cette opération, y compris les réservations éventuelles pour les fourreaux dédiés à la fibre optique et à l'éclairage public. Il ne prendra pas à sa charge les ouvrages suivants : la décoration des îlots de giratoires,

l'éclairage public en section courante, les arrêts de bus, la signalisation touristique et les réservations éventuelles pour de futurs réseaux autres que ceux cités précédemment.

La totalité de la rocade est réputée intégrée au réseau départemental "hors agglomération" au sens du Code de la Route et des dispositions de la loi du 2 mars 1982 relatives aux pouvoirs de police respectifs du Président du Conseil général et des maires. A ce titre, la charge de la signalisation sera réglée conformément aux lois et circulaires ou instructions en vigueur.

ARTICLE 4 - Dispositions financières

4.1 – Estimation prévisionnelle de l'opération

Sur la base du détail estimatif joint en annexe 2, l'opération est estimée à 19,57 millions d'euros T.T.C. (valeur mars 2011) révisable par application de l'index TP 01.

La prestation de maîtrise d'ouvrage assurée par le Département de l'Ain au titre de la présente convention est effectuée à titre gratuit.

L'ensemble des prestations portant sur les études, les acquisitions foncières et les travaux, donnera lieu au versement, par B.B.A. au Département, d'un concours financier égal à 20 % du coût hors taxes des dépenses réelles.

Un bilan financier sera adressé par le Département à B.B.A. et réciproquement, après établissement de la totalité des décomptes de l'opération, pour préciser le bilan définitif de l'opération et solder les comptes entre les deux collectivités.

Les versements de la participation de B.B.A. seront réalisés de la manière suivante :

- au prorata de l'avancement des travaux et par année, déduction faite en valeur hors taxes de 80 % des dépenses d'études et d'acquisitions foncières préalablement mandatées par B.B.A. ;
- le solde interviendra, lors du décompte général du dernier marché de travaux permettant l'ajustement des dépenses constatées par le Département conformément à l'article 5.

La participation sera inscrite chaque année au budget de B.B.A. en fonction de l'inscription budgétaire correspondante du Département affectée à l'opération. Pour les dispositions de la présente convention, ce concours financier a le caractère de dépense obligatoire au sens des règles budgétaires des collectivités locales.

Le Département et B.B.A. se concerteront chaque année sur ce point pour coordonner leurs inscriptions budgétaires respectives.

4.2 – Réception de l'ouvrage

La réception fera l'objet d'un procès-verbal auquel seront annexés les plans détaillés des ouvrages exécutés qui seront entretenus par B.B.A.

4.3 – Entretien et fonctionnement

Le Département assurera les charges d'entretien et de fonctionnement de l'aménagement situé sur le domaine public départemental tel que décrit à l'article 3, sauf celles relevant de B.B.A. et portant sur les éléments cités ci-après.

B.B.A. s'engage à prendre en charge l'entretien, l'exploitation et, de manière plus générale, toutes les charges afférentes aux ouvrages suivants (y compris ouvrages associés) :

- les charges liées au fonctionnement et à la maintenance de l'éclairage public, comprenant toutes réparations et remplacement des candélabres et des appareils d'éclairage usagés et le contrôle de la stabilité de ces supports tous les 6 ans, par essai de chargement statique ;
- les espaces verts situés hors assiette de la rocade, après réception des marchés paysagers (talus, dépendances, zones humides reconstituées) ;
- les îlots centraux des giratoires ;
- la signalisation touristique, les relais d'information service ou tout autre dispositif de signalisation locale,
- les chemins dédiés au mode doux,
- les chemins de désenclavement non revêtus.

En tant que de besoin, les deux parties se réservent la possibilité de définir de manière détaillée les prescriptions relatives à l'entretien de l'aménagement sur la base d'une convention ultérieure spécifique.

Pour mémoire, les voies de rétablissement du chemin du lac, ainsi que les sections de la RD 23 à déclasser après aménagement, seront, au terme de l'opération, classées dans le réseau routier des communes de Bourg-en-Bresse et de Montagnat, territorialement compétentes.

ARTICLE 5 – Gestion des écarts :

5.1 Ecart après achèvement des travaux

Après achèvement des travaux par les entreprises titulaires des marchés, et réception des travaux, un réajustement, en plus ou en moins du montant annoncé ci-dessus, est effectué sur la base des dépenses réellement constatées. Un dernier versement ou reversement en cas d'économie, soldera les engagements de chacun.

Les écarts dont la responsabilité est imputable aux entreprises titulaires sont couverts par les clauses contractuelles des marchés correspondants, prévoyant l'application de pénalités.

5.2 Ecarts résultant d'une modification de programme et/ou des caractéristiques de l'aménagement

Tout surcoût consécutif à une modification de programme et/ou des caractéristiques de l'opération devra faire l'objet d'un accord spécifique de B.B.A.. Celle-ci s'engage à se prononcer dans un délai de deux mois à compter de la réception du dossier. A défaut de réponse dans ce délai, l'accord de B.B.A. est réputé acquis.

A défaut de consultation par le maître d'ouvrage, l'engagement financier de B.B.A. restera limité au montant de sa participation comme indiqué dans l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE 6 - Obligations réciproques des parties

6.1 - Obligations du Département

Le Département s'engage à réaliser ni travaux ni interventions susceptibles d'affecter les ouvrages visés par la présente convention au paragraphe 4.2, sans avoir obtenu au préalable l'accord de B.B.A..

6.2 - Obligations de B.B.A.

B.B.A. s'engage à maintenir en bon état les parties de dépendances de la rocade dont elle a la charge, afin de ne pas nuire à son entretien, son exploitation et à la sécurité publique.

Elle s'engage également à ne pas modifier ces ouvrages sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Département.

ARTICLE 7 - Garantie d'entretien

En cas de défaut d'entretien des ouvrages visés par la présente convention au paragraphe 4.2, qui pourrait porter atteinte à la sécurité publique, à l'écoulement normal du trafic, à l'écoulement des eaux de ruissellement en provenance de la chaussée ou à la pérennité des ouvrages, le Département pourra après mise en demeure, se substituer à B.B.A. et faire exécuter aux frais de celle-ci, les travaux nécessaires.

B.B.A. s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions techniques en vigueur pour les installations électriques, tant dans le domaine du génie civil que celui de l'électricité pour ce qui est de la maintenance (attestation de conformité suite à une visite par un bureau de contrôle notamment)

ARTICLE 8 - Responsabilité

B.B.A. s'engage à représenter gratuitement le Département dans toutes les actions en justice induites par un défaut d'entretien des ouvrages visés par la présente convention au paragraphe 4.2.

B.B.A. s'engage également à supporter ou à rembourser au Département, tous les frais occasionnés par les jugements liés à l'entretien de ces ouvrages tels que : indemnités, réparations, expertises, dépens et frais de justice.

ARTICLE 9 - Maîtrise foncière

Les terrains supportant les ouvrages visés dans la présente convention seront acquis par B.B.A. qui rétrocèdera gratuitement au Département, par acte passé en la forme administrative, l'emprise de la future rocade sud-est.

Les dépenses afférentes aux acquisitions foncières seront néanmoins intégrées au bilan financier de l'opération, comme indiqué à l'article 4.1 visé ci-devant.

ARTICLE 10 - Dispositions administratives

La présente convention, assortie d'une clause suspensive liée à l'aboutissement des procédures d'acquisitions foncières par B.B.A., sera soumise à la délibération des Assemblées délibérantes concernées. Le Département se chargera de la formalité du contrôle de légalité et de la publication au Recueil des Actes Administratifs.

La diffusion en sera faite, par chacun des signataires aux divers services et autorités concernés.

ARTICLE 11 – Durée de validité

Le terme de la présente convention est fixé au lendemain de la date d'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement de l'ouvrage.

ARTICLE 12 – Règlement des litiges

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises au tribunal administratif de Lyon.

Bourg-en-Bresse, le 11 DEC. 2013

Pour le Département de l'Ain,

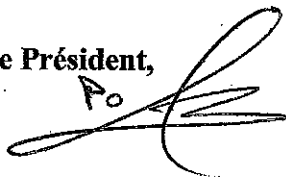
Pour B.B.A. de Bourg-en-Bresse, 25 JUL. 2013

Le Président du Conseil général,

Le Président,

Pour le Président
Le Vice-Président délégué,


Daniel BENASSY


Rocade Sud-Est de Bourg-en-Bresse

ROCADE sud-est de BOURG EN BRESSE**PROGRAMME D'OPERATION***** Tracé :**

- Liaison entre la RD 979 (carrefour giratoire de l'Alagnier) et la RD 1075 (carrefour giratoire des Coupes Blanches) de 2600 m.

*** Phasage :**

- 1^{ère} phase : Giratoire du chemin du lac – Ouvrage hydraulique et passage inférieur
- 2^{ème} phase : Terrassement – Assainissement de la section courante
- 3^{ème} phase : Chaussée de la section courante
- 4^{ème} phase : Equipements – Ecrans phoniques
- 5^{ème} phase : Aménagements paysagers et écologiques

*** Profil en travers :**

- route bidirectionnelle à 2 voies de 3.50 m + accotements de 2 m de large.
- chemins d'entretien
- chemins dédiés au mode doux de 3.00 m

*** Aucun accès sauf aux points d'échanges suivants :**

- carrefour giratoire de l'Alagnier (RD 979),
- carrefour giratoire du chemin du Lac,
- carrefour giratoire des Coupes Blanches (RD 1075),

*** Environnement :**

- respect des prescriptions découlant de la loi sur l'eau,
- respect des prescriptions découlant de la loi sur le bruit et protections supplémentaires (3 écrans anti-bruit au droit de zones habitées)
- respect des prescriptions découlant de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,
- respect des prescriptions découlant du code forestier (compensation des défrichements)
- travaux d'insertion paysagère et recréation de zones humides,

*** Chaussée :**

- en enrobés bitumineux,
- dimensionnement hors gel pour un hiver exceptionnel.

*** Itinéraire dimensionné pour les convois exceptionnels suivants :**

- gabarit en hauteur : 5 mètres,
- gabarit en tonnage : MC120 ou charge civil (150t)

*** Ouvrages d'art :**

- franchissement de la Reyssouze,
- franchissement du cheminement doux donnant accès au parc Bouvent,
- écrans phoniques

*** Equipements :**

- signalisation horizontale et verticale (y compris la signalisation directionnelle de rabattement générée par la réalisation de la rocade sud-est),
- dispositifs de retenue, lorsqu'ils sont nécessaires.

*** Travaux connexes :**

- rétablissement des accès aux parcelles enclavées,
- rétablissement des voies et chemins de desserte interrompus sur les ouvrages projetés ou la voirie existante,
- travaux divers acceptés par le maître d'ouvrage à l'issue de l'enquête d'utilité publique.

ANNEXE 2 - ESTIMATION

		Montant H.T. en valeur mars 2011
Etudes	(dont 854 150 € préfinancés par B.B.A.)	900 000 €
acquisitions	(préfinancées intégralement par B.B.A.)	1 000 000 €
travaux		
	dégagement des emprises	
	archéologie	80 000 €
	déboisement	20 000 €
	déplacement des réseaux	100 000 €
	démolition de bâtiment	75 000 €
	démolition de chaussée	30 000 €
	terrassements/couche de forme	5 200 000 €
	assainissement (canalisations, fossés et bassins)	980 000 €
	chaussées 2 voies	2 430 000 €
	équipements exploitation et sécurité	
	signalisation horizontale	15 000 €
	signalisation verticale	45 000 €
	Glissières - Gabions	323 000 €
	Divers équipements (fourreaux, bordures, etc.)	360 000 €
	environnement	
	protections acoustiques	550 000 €
	végétalisation et compensations forestières	600 000 €
	Renaturation de zones humides	470 000 €
	piste cyclable	330 000 €
	ouvrages d'art	
	OH n°1 (franchissement de la Reyssouze)	1 850 000 €
	PI n°4 (rétablissement piétons/cycles Alagnier)	320 000 €
	giratoire	
	Chemin du lac	600 000 €
	réparation des voiries déclassées	200 000 €
	contrôle travaux, SPS, géomètres, divers et imprévus	45 000 €
TOTAL HT		16 523 000 €
TVA (19,6%)		3 042 508 €
TOTAL TTC		19 565 508 €
ARRONDI A		19 570 000 €

